

# AGENDA

## Semaine de la Paix en Flandres

Du 23 septembre au 2 octobre

Le thème central = les armes nucléaires.

Moeder Aarde organise diverses actions à partir du 23 septembre.

Le 1<sup>er</sup> octobre : une promenade à vélo autour de la base militaire de Kleine Brogel  
Départ à Peer à 10 heures, Poorthuis.

Plus d'informations :

[www.motherearth.org/vredesweek/fiets\\_nl.php](http://www.motherearth.org/vredesweek/fiets_nl.php)

## Ecole de la Paix

Organisée par STOP USA Bruxelles

Samedi 8 octobre 2005

« De Bagdad à New Orleans »

A De Markten – Vieux Marché aux Grains, 5 – 1000 Bruxelles

Tout renseignement sur le site

[www.stopusa.be](http://www.stopusa.be)

## Conférence de la Fondation Bertrand Russell pour la Paix

Au Parlement Européen à Bruxelles

Le 20/21 octobre 2005

« Que peut faire le mouvement de la paix pour résister aux graves menaces contre la vie civilisée ? Quelles stratégies ? quelles priorités ? Notre Conférence à Bruxelles offre un forum aux activistes de différents pays et mouvements pour débattre sur les différentes possibilités de réponses. Trois thèmes ont été retenus :

- comment défendre les libertés civiles et les droits humains ?
- comment poursuivre notre tâche en Irak ? Rapport du World Tribunal on Irak
- Les armes nucléaires . Pour le retrait total des armes US d'Europe.

Infos et inscriptions à

[elfeue@compuserve.com](mailto:elfeue@compuserve.com)

## Conférence Internationale sur les Bases Militaires Etrangères

A Cuba, du 7 au 10 Novembre 2005

Le Mouvement Cubain pour la Paix et la Souveraineté des Peuples organise cette conférence qui « présente un grand intérêt pour tous ceux qui, dans le monde, considèrent les bases militaires étrangères comme une violation des droits et libertés des lieux sur lesquels elles sont installées.

Des chercheurs, des experts en droit et en politique, des historiens, des scientifiques et toute personne intéressée échangeront des opinions sur tous les éléments mettant en évidence que les bases militaires étrangères constituent une menace permanente pour la paix mondiale ».

Les inscriptions, individuelles ou de groupe, sont admises jusqu'au 25 octobre 2005.

Inscriptions et renseignements :  
[movpaz@enet.cu](mailto:movpaz@enet.cu)

## APPEL FINANCIER

ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants.

Nous comptons toujours sur votre soutien financier, aussi minime soit-il.

Ci-joint un bulletin de versement.  
Merci déjà de votre sympathie.  
068-2447491-14.

Pour toute information ou contact.  
Envoyez un message à notre adresse électronique:

[info@csotan.org](mailto:info@csotan.org)

# ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel  
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 19 juillet - août - septembre 2005

## L'OTAN se déguise en humanitaire à New Orleans, mais accroît son rôle militaire à Bagdad.

### Editorial

Les 26 pays membres de l'OTAN ont décidé à l'unanimité d'apporter une aide dite « humanitaire » aux victimes de l'ouragan Katrina qui a frappé le sud des Etats-Unis. La Force de Réaction Rapide est prête à agir, des bateaux et des avions se chargent de camions, d'aide d'urgence et... de soldats pour aider au retour des habitants qui ont fui New Orleans et d'autres villes inondées, à la défense de leurs biens laissés sans surveillance et à la reconstruction des infrastructures et des maisons. Cà c'est le côté face : l'étalage de la capacité de l'OTAN à répondre à des besoins humanitaires, à soigner les plaies de grands désastres civils.

Le côté pile, c'est que l'OTAN ne va pas faire œuvre de Protection Civile aux Etats-Unis. Elle va remplacer ce que l'Administration et l'armée américaine ne peuvent pas faire pour la population des USA parce qu'elles ont trop à faire dans l'occupation de l'Irak, dans les préparatifs des prochaines agressions contre la Syrie ou l'Iran, dans la production complètement folle de nouvelles armes nucléaires tactiques ; le gouvernement Bush

consacre des parts chaque fois plus importantes du budget de l'Etat à l'industrie militaire, à l'entretien des bases dans le monde entier, à fomentation des « révolutions » de toutes les couleurs, à payer des CIA et autres organismes dans le monde, à fabriquer des organisations terroristes, au fur et à mesure des besoins de la « défense des intérêts vitaux des Etats-Unis ».

En fait, l'OTAN va aider au maintien de l'ordre en remplaçant les militaires US toujours engagés en Irak. Elle va protéger les ONG chargées de distribuer les secours. Petit exemple : la Croix Rouge de Belgique a envoyé une dizaine de ses « experts », encadrés par des militaires en Louisiane. Et leur travail a consisté à organiser la distribution et la défense d'un grand dépôt de la Croix-Rouge américaine contre les « pillards ». Autrement dit, contre les dizaines de milliers d'habitants les plus pauvres de New Orleans et d'autres villes qui n'avaient pas eu les moyens de partir ou se retrouvaient dépourvus de tout.

L'OTAN va aussi aider à la « reconstruction » des villes détruites. Mais qu'est-ce que les autorités publiques des USA ordonneront-elles de reconstruire ? On sait que ce sont les

grosses sociétés comme Haliburton, - les mêmes qui sont en train de piller l'Irak et de se remplir les poches -, qui sont chargées de la reconstruction des villes inondées de Louisiane. Elles vont donc organiser la reconstruction de ce qui les intéresse : les infrastructures pétrolières, les digues qui protégeront mieux les entreprises et les beaux quartiers, les maisons des riches et de ceux qui ont de grosses assurances. Voilà à quoi l'OTAN va donner son aide, cela n'a rien d'humanitaire.

Pendant ce temps, l'Irak continue à être mise à sac par les forces de la Coalition. Les gardes nationaux des Etats-Unis qui auraient dû être à la Nouvelle Orléans pour secourir la population victime de l'ouragan, étaient envoyés en renfort pour imposer l'ordre impérial à Bagdad, participer aux ratissages de nouvelles villes irakiennes, où Tal Afar est devenue un nouveau Fallujah.

Jaap de Hoop Scheffer est venu en personne pour présider l'inauguration de l'Académie militaire dirigée par l'OTAN et chargée de former les officiers de la nouvelle armée irakienne. Les premiers cadres supérieurs made in NATO sont censés prendre la relève progressive de l'armée américaine et britannique. Mais en même temps que le gouvernement américain annonce une vague mesure de retrait partiel, quatre bases militaires américaines, prévues pour durer longtemps, sont en train de se construire. Tout se met en place pour de nouvelles agressions contre la Syrie et l'Iran, voisins de l'Irak.

L'OTAN reste un point d'appui fondamental à cette politique qui impose la démocratie et l'aide humanitaire à coups de bombes et de répression. En maintenant la conception de « l'abstention constructive » chère à notre Ministre de la Défense Flahaut, la Belgique est complice. Il est plus que temps de revoir cette politique et d'apprendre à lui dire NON !

Belgique - Belgie  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
1/17024

ADRESSE

Editeur Responsable

M.Poznanski: rue de Dublin, 31  
1050 Bruxelles  
Tél & fax : 02 511 63 10  
[info@csotan.org](mailto:info@csotan.org)  
Pour soutien:  
Cpte n° 068-2447491-14

## Sommaire

*Communiqué de Bomspotting*

**Les armes nucléaires:  
état des lieux  
de la rentrée.**

page 2

**Milosevic à La Haye :  
plus c'est intéressant,  
moins on en parle**

page 3

**Prochaine étape,  
Téhéran ?**

**Barbarie, menaces,  
intransigeance, bataille  
du Bien contre le Mal...**

page 4

**Serbie-Monténégro**

**La revanche  
de l'Empire**

page 5

**Il y a 60 ans .....  
Hiroshima,  
après Alamogordo  
qui préparait  
Nagasaki.**

page 6

**Agenda**  
page 8

Consultez le site  
du Comité de Surveillance OTAN  
<http://www.csotan.org/>

## Communiqué de Bomspotting

# Les armes nucléaires: état des lieux de la rentrée.

Au niveau belge, la campagne contre les armes nucléaires continue à porter ses petits fruits. Après le Sénat, la Chambre a approuvé une résolution demandant le retrait des armes nucléaires américaines. Cependant, notre gouvernement continue à faire la sourde oreille. L'initiative allemande visant à placer le retrait des armes nucléaires à l'agenda de l'OTAN n'a pas pu compter sur le soutien belge.

Les derniers mois, les armes nucléaires ont également été à l'agenda politique international. Il ne s'agissait malheureusement pas du démantèlement des milliers d'armes nucléaires existantes, mais de la possibilité que l'Iran développe ses propres armes nucléaires. "La violence nécessaire sera utilisée pour empêcher cela", et si cette menace vient de Bush, on ne peut que la prendre au sérieux.

## International

Ce n'est pas que nous serions heureux que l'Iran possède l'arme nucléaire, mais ce qui nous trouble le plus c'est la politique du deux poids deux mesures, qui porte grand préjudice au Traité de Non-Prolifération (TNP). Lors de la Conférence de Révision du TNP, nous avons vu les états nucléaires refuser toute limitation de leur arsenal nucléaire et toute discussion sur un désarmement. Autant d'éléments demandés depuis des années par des pays comme l'Iran, la Corée du Nord, et même l'Inde avant son adhésion au club des puissances nucléaires.

Dès lors, les tentatives de convaincre l'Iran de renoncer à la production de combustible nucléaire n'ont pas la moindre crédibilité. Si l'Iran travaille vraiment au développement d'armes nucléaires (ce qui est toujours une pure supposition), elle le fait parce qu'elle se sent menacée. Pour éviter cette situation, il faut donner des garanties de sécurité, et c'est justement ce que les états nucléaires refusent de faire.

Si l'Iran ou la Corée du Nord appliquent la même logique militaire que les Etats-Unis ou l'OTAN, il est logique que ces pays veulent se procurer l'arme nucléaire. Même si nous n'avons que peu de sympathie pour les régimes iranien et nord-coréen, c'est la logique militaire insensée qui forme le problème, et pas celui qui l'applique. Il est donc insensé d'accorder à quelques pays le monopole de cette logique et de la refuser à d'autres. Le fondement du Traité de Non-Prolifération est la réalisation d'un désarmement nucléaire total, et pas l'acceptation d'un monopole nucléaire.

## Bomspotting

Si nous accordons de l'importance au Traité de Non-Prolifération et si nous ne voulons pas qu'un nombre encore plus important de pays acquièrent l'arme nucléaire, nous devons nous-mêmes abandonner cette logique nucléaire. Le premier pas à franchir par le gouvernement belge est clair : placer le retrait des armes nucléaires américaines à l'agenda de l'OTAN. En tout cas, les parlementaires belges sont de cet avis: après le Sénat, la Chambre a voté une résolution incluant cette question.

Le gouvernement allemand a semblé un moment prêt à placer ce point à l'agenda de l'OTAN. Notre action e-mail de l'été dernier a tenté de persuader le gouvernement belge de se joindre à cette proposition. En deux semaines, près de mille personnes ont envoyé un message aux ministres concernés. Pendant le sommet de l'OTAN à Bruxelles le 9 juin dernier, les Bomspotters étaient présents aux portes de l'OTAN avec un message clair : "Ministres, faites votre travail : désarmez". Cependant, le ministre Flahaut prétend ne rien savoir d'une telle proposition. Mais il ressort de questions parlementaires posées dans d'autres pays de l'OTAN que des fonctionnaires des ministères de la défense se sont bien concertés sur une éventuelle proposition. Apparemment, les autres pays de l'OTAN, Belgique y compris, n'ont pas suivi l'Allemagne. Lors du sommet des ministres de la défense de l'OTAN en juin dernier, le ministre allemand n'a donc pas formulé de proposition officielle mais s'est contenté de faire état de la discussion en cours sur le sujet en Allemagne. Ce n'est qu'après les élections en Allemagne que nous saurons si cette initiative aura des suites.

Entretemps, nous continuons à mettre le gouvernement belge sous pression pour qu'il soutienne de telles initiatives ou les prenne lui-même.

Ces cinq puissances nucléaires officialisées en 1968 par le Traité de Non Prolifération (TNP) disposent d'un poids politique énorme vu qu'elles disposent également non seulement d'un siège permanent au Conseil de sécurité mais, par dessus le marché, d'un droit de veto.

Le concept de dissuasion nucléaire est toujours présent dans le cerveau de nombreux chefs d'Etat occidentaux. Il consiste à déclarer que l'arme atomique rend impossibles des conflits de grande importance. Ce concept est faux ; s'il a permis d'éviter de justesse, pendant la guerre froide, un conflit nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS il a favorisé des guerres très meurtrières comme celles de Corée et du Vietnam. Grâce à leur hégémonie nucléaire au début des années 50 les Etats-Unis ont pu intervenir massivement sur le territoire coréen. En effet l'arme nucléaire leur permettait de garder un front occidental dégarni et de mettre le maximum de leurs forces dans le conflit du Nord-Est Asiatique. Cela n'empêcha pas MacArthur et son successeur Ridgway de réclamer un bombardement massif des grandes villes chinoises. Il en fut de même pendant la guerre du Vietnam où plusieurs généraux réclamèrent également l'emploi du feu nucléaire. En bref, la dissuasion nucléaire – c'est-à-dire l'intimidation atomique, la menace de la destruction massive ou le chantage par la terreur - principalement prônée par les puissances nucléaires est généralement acceptée par une société politiquement peu informée.

Les 2055 essais nucléaires illustrent bien la folie de la dissuasion nucléaire. Un véritable « jeu de mains, jeu de vilains » s'est engagé entre Américains et Russes ; ainsi, en 1958 , 77 essais américains et 35 russes sont perpétrés, en 1962 , 96 américains contre 71 russes. Durant les années '61 et '62 les Américains feront exploser 245 mégatonnes d'équivalent TNT soit l'équivalent de 1633 Hiroshima, tandis que l'URSS déchaînera une puissance explosive équivalente à 26.700 Hiroshima. Une telle situation devait conduire au Traité de Non Prolifération (TNP), entré en vigueur en 1970. Ce Traité permet aux cinq puissances nucléaires de continuer leur prolifération verticale (nouvelles générations de bombes) et interdit aux autres pays d'en faire de même !!!

Tous les cinq ans a lieu une Conférence de révision du TNP. Alors que celle de l'an 2000 s'annonçait sous d'excellents augures avec l'engagement des 5 puissances « de jure » à respecter l'article VI (c'est-à-dire réaliser un désarmement nucléaire sous contrôle international très strict), la 7<sup>ème</sup> Conférence de 2005 s'est soldée par un échec, à savoir, la volonté des Etats-Unis de maintenir leur stratégie nucléaire.

Une telle obstination a provoqué la réaction de nombreuses ONG et d'instances politiques locales. Déjà en 2004 le maire d'Hiroshima, Tadatashi Akiba, avait lancé une campagne internationale « Mayors for Peace ». Celle-ci a connu un vif succès et spécialement en Belgique où 235 communes flamandes, bruxelloises et wallonnes ont apporté leur soutien de solidarité à leur collègue japonais. A ce jour, plus de trente bourgmestres se sont déjà déclarés co-signataires d'une lettre du maire d'Hiroshima, réclamant un programme de désarmement nucléaire qui devrait paraître dans la presse néerlandaise et francophone de Belgique.

Malgré ces manifestations, les déclarations du Sénat en Belgique, les interventions dans divers Parlements (Belgique, Hollande ...) et la prise de position des eurodéputés, les positions des gouvernements occidentaux ont été quasi nulles. L'Allemagne, qui s'était proposée de demander à l'OTAN le retrait des 480 bombes B-61 de l'Europe et de la Turquie, a dû abandonner son projet vu l'absence de collaboration de ses partenaires de l'Alliance.

Bien que l'Europe soit le continent le plus militairement nucléarisé au monde, les négociations entre Américains et Russes sont au point mort, précisément à cause du déploiement d'armes nucléaires tactiques américaines en dehors de leur territoire. Ce constat est utilisé par la Russie pour refuser toute discussion sur le désarmement nucléaire tactique ; il a été communiqué à la presse par le ministre Serguei Ivanov au centre spatial de Baïkonour en ces termes : « *la Russie déploie ses armes nucléaires tactiques sur son propre territoire ce qui ne peut être dit pour d'autres pays* ».



En bref, l'apocalypse nucléaire est toujours présente, d'autant plus que des milliers d'armes nucléaires sont toujours maintenues en état d'alerte, ce qui constitue un risque de lancement accidentel et une menace pour les centres stratégiques et les villes importantes. Nous attendons des responsables nationaux et européens une interprétation plus correcte et plus cohérente du TNP que le projet de constitution européenne ne prend pas en compte. Pourquoi une telle discrétion sur un sujet aussi fondamental ?

Pierre PIERART  
août 2005

# Il y a 60 ans ..... Hiroshima, après Alamogordo qui préparait Nagasaki.

*Pour la commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire du bombardement de Hiroshima et Nagasaki, un colloque s'est tenu au Mundaneum et à l'Université de Mons. Les textes des exposés de Pierre Piérart, Henri Firket et Ben Cramer seront bientôt disponibles intégralement sur le site du CSO. La contribution ci-dessous a été envoyée à la presse, qui ne l'a pas publiée et a d'ailleurs, à peine relaté les actions menées par les mouvements pour la paix à l'occasion de cet anniversaire.*



Il y a soixante ans une bombe à l'uranium, « Little Boy », est larguée par l'Enola Gay sur Hiroshima, à 8h15. Toute la ville brûle, il y aura 145.000 morts à la fin de 1945 pour une ville qui comptait à ce moment là encore 300.000 résidents après l'évacuation d'une partie des civils. Cette deuxième explosion atomique avait été précédée par celle d'Alamogordo du 16 juillet préparant la destruction de Nagasaki avec la bombe « Fat Man » qui provoquera la mort de 70.000 habitants. Aujourd'hui le risque de conflagration nucléaire est toujours d'actualité malgré la fin de la guerre froide. Des milliers de têtes nucléaires sont toujours braquées sur des centaines de villes d'Europe et d'Amérique.

Le projet de la bombe atomique américaine appelé « programme Manhattan » prévoyait, à titre préventif, la fabrication de 3 ou 4 bombes atomiques utilisant la réaction en chaîne de la fusion de l'uranium et du plutonium. En principe il s'agissait de dissuader les Allemands d'une utilisation de la bombe qu'ils auraient fabriquée dans le plus grand secret. Les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki furent prêtes à l'emploi fin juillet '45, au moment où le Japon, dont les forces étaient considérablement réduites, demandait la fin des hostilités.

A la fin de 1944 les Américains étaient arrivés à la conclusion que les Allemands n'avaient jamais songé sérieusement à fabriquer un engin nucléaire étant donné les efforts de guerre considérables exigés par le Front de l'Est et la fabrication et la production d'armes secrètes plus conventionnelles. Déjà en septembre 1944 Roosevelt et Churchill étaient conscients que l'Allemagne ne possédait pas l'arme nucléaire et ils envisagèrent d'utiliser la bombe, qui avait coûté à l'époque deux milliards de dollars et mobilisé 130.000 travailleurs, contre les Japonais. Le projet Manhattan devait se poursuivre dans le plus grand secret (le professeur Bohr faillit être emprisonné sur proposition de Churchill suite à la demande du savant danois d'informer les Soviétiques sur la nature du projet Manhattan). Cette méfiance devait inmanquablement déclencher la guerre froide avec l'inévitable course aux armements accompagnée d'une prolifération nucléaire qui se manifestera par des essais d'explosions nucléaires d'abord en URSS (août 1949) et se poursuivra avec la Grande Bretagne (1952), la France (1960) et la Chine (1964).

Cette prolifération nucléaire a rapidement atteint des proportions incroyables. Les prévisions de Szilard qui prophétisait l'escalade nucléaire avec des milliers de bombes, s'est réalisée. Ainsi les Etats-Unis disposaient de 9 bombes en juin 1946, de 32 en 1947, de 110 en 1948 et, en 1959, de 15.468 !!! Cette prolifération de l'arme suprême, va mobiliser environ deux millions d'emplois entre 1960 et 1990, chiffre que l'on peut facilement extrapoler sur la base des 600.000 officiellement reconnus aux Etats-Unis.

## Milosevic à La Haye : plus c'est intéressant, moins on en parle

L'accusation, selon laquelle Milosevic serait coupable de tous les crimes commis au cours des guerres de désintégration de la Yougoslavie en tant que meneur d'une prétendue "entreprise criminelle collective" pour créer "la Grande Serbie", est en train de fondre encore plus rapidement que la glacière arctique. Le 25 août, le procureur adjoint Geoffrey Nice a dû admettre une évidence: que le Président Milosevic n'avait pas cherché à créer une "Grande Serbie".

Le procès de Slobodan Milosevic à La Haye devant le "Tribunal Pénal International pour l'ancienne Yougoslavie (TPI)" fut annoncé comme un grand moment de la justice internationale. Trois ans plus tard, il a réussi à mériter sa place dans l'histoire judiciaire. Il devra sans aucun doute figurer parmi les procès restés célèbres, tels que celui de Socrate, de Jeanne d'Arc, du capitaine Dreyfus, de Boukharine, qui doivent leur notoriété aux abus flagrants des droits élémentaires de la défense.

Au début, on aurait cru que la télévision et les journaux nous serviraient régulièrement les épisodes du procès-spectacle de celui qu'ils avaient nommé "le boucher des Balkans". Mais la pertinence et la solidité de la défense menée par Milosevic lui-même ont vite fait taire les médias. Aujourd'hui, il se tient pratiquement à huis clos. Et pour cause. En effet, Vojislav Seselj venait de soutenir pendant plusieurs jours de témoignage détaillé que son propre Parti Radical serbe était le seul à prôner la "Grande Serbie" et que Milosevic et son Parti socialiste y étaient toujours opposés. Cela ne faisait que confirmer les témoignages qui, depuis plus d'un an, démolissent systématiquement l'accusation lancée contre Milosevic en mai

1999, en plein bombardement de son pays par l'Otan.

Les trois juges ne pouvaient cacher leur perplexité. Ils sont là pour trouver Milosevic coupable, mais ils commencent à se demander: de quoi? Heureusement que les médias sont là pour ne pas rendre compte de leur embarras. Ils doivent partager leur gêne. On peut croire que pour Le Monde, en particulier, un jugement de "non coupable" dans le procès Milosevic serait une catastrophe encore pire que le "non" au référendum du 29 mai. Déjà au début des années 90, Florence Hartmann, en tant que correspondante du Monde à Belgrade, avait accusé Milosevic de tous les torts, avant de devenir porte-parole du procureur du TPI, Carla del Ponte.

Ce prétendu "tribunal des Nations-Unies" fut créé sur une initiative de Washington pour faciliter la restructuration de l'ancienne Yougoslavie en écartant, grâce aux inculpations, les dirigeants serbes récalcitrants. Le TPI est financé en premier lieu par le gouvernement des Etats-Unis et des donateurs privés tel que George Soros, ainsi que des pays de l'Otan. Le personnel est "prêté" par les ministères des Etats-Unis (pour les deux tiers) et de leurs alliés. Le ministre des affaires étrangères de Clinton, Madeleine Albright, qui porte la plus grande responsabilité dans la guerre contre la Yougoslavie en 1999, a personnellement choisi, entre autres:

*Louise Arbour*, le procureur qui eut l'obligeance de lancer l'accusation hâtive contre Milosevic pendant les bombardements, sur la seule base de renseignements fournis par les services américains et britannique. Sa récompense: un siège à la Cour suprême du Canada avant d'être nommée à la tête de la Commission des Droits de l'Homme des

Nations-Unies.

*Gabrielle Kirk McDonald*, juge au Texas, présidente du Tribunal au moment de l'inculpation de Milosevic, qui appella la Serbie "un état voyou".

*Paul Ritsley*, porte-parole de Mme Arbour.

*Carla del Ponte*, procureur en chef actuel.

Les trois juges au procès Milosevic viennent du Royaume-Uni, de la Jamaïque et de la Corée du Sud. Tous au goût de Washington. Deux des trois suffiront pour condamner l'accusé; il n'y a pas de juré, et la seule cour d'appel... c'est le TPI lui-même. Dans cette situation, à quoi bon fatiguer le public avec les détails d'un procès jugé d'avance?

Seuls quelques curieux peuvent en savoir quelque chose, en consultant le procès verbal du TPI sur le site <http://www.un.org/icty/>

Il y est donc difficile, mais non pas impossible, d'apprendre que: Le "dictateur" Milosevic n'était en réalité qu'un chef d'état aussi démocratiquement élu que les autres, dans un état à peu près comme les autres, avec des lois et des hiérarchies et des prises de décisions parfois malheureuses mais en conformité avec la pratique habituelle des Etats, telle que celle d'écraser un mouvement armé séparatiste qui assassinait des policiers et des citoyens (l'UÇK, "l'armée de libération du Kosovo").

Les officiers et fonctionnaires de cet Etat, documents à l'appui, ont pu systématiquement démontrer que le Président Milosevic n'avait ni planifié ni approuvé la "purification ethnique" des Albanais du Kosovo, encore moins le "génocide" (qui n'eut pas lieu). Il a par contre insisté sur la nécessité de protéger la population civile, albanaise ou autre.

Le nombre de morts au Kosovo pendant la guerre menée par l'Otan se situe entre 2 500 et 4 000, toutes ethnies et toutes causes du décès confondus..

Les causes de la fuite massive des Albanais du Kosovo étaient multiples -- tout comme la fuite des autres ethnies, ignorée des médias -- y compris la peur toute naturelle des bombardements et des combats entre Serbes et l'UÇK, ainsi que les ordres donnés par l'UÇK

de fuir en accusant les Serbes, pour mieux justifier l'agression de l'Otan.

Devant l'absence trop flagrante de "génocide" au Kosovo, le TPI a élargi l'inculpation originelle pour inclure les événements de la Bosnie, dans l'espoir d'établir un lien, aussi tenu soit-il, entre Milosevic et le massacre de Srebrenica, qualifié par des arguments psychosociologiques d'un rare sophisme, de "génocide" (malgré le fait que femmes, enfants et vieillards furent épargnés). En effet, le TPI se permet de changer les règles du jeu comme bon lui semble pour faciliter le travail du procureur.

La stratégie de l'UÇK, qui consistait à provoquer les Serbes pour fournir le prétexte "humanitaire" à l'agression de l'Otan, en collusion avec les services anglo-américains, a été solidement établie par des témoins sur place et bien informés, tel l'Allemand Dietmar Hartwig, chef de la Mission de Contrôle Européen au Kosovo entre novembre 1998 et mars 1999.

Dans un procès plus ou moins normal, on s'attendrait à l'acquiescement de l'accusé pour absence de preuves. Mais dans un procès "historique", c'est-à-dire conçu par les grandes puissances pour justifier leur action, un verdict juste tiendrait du miracle. Le préjugé des juges est flagrant; ils ne cessent de harceler les témoins de la défense après avoir traité les accusateurs les moins crédibles avec indulgence. La condamnation de Milosevic est nécessaire pour justifier à la fois l'Otan et le détachement de la province de Kosovo de la Serbie. Plus généralement, la guerre "humanitaire" exige toujours un méchant, un "nouvel Hitler", qu'il faut condamner pour préserver l'ordre manichéen du monde.

Ce Tribunal n'est pas fait pour rendre la justice. Pourtant, à la longue, il peut la servir. Le procès verbal de ces étranges procédures constitue un document qui pourra être étudié à l'avenir par des chercheurs authentiquement indépendants et qui découvriront un scandale judiciaire semblable à la condamnation de Dreyfus (mélange de préjugés et de "défense de l'honneur militaire") mais sur une échelle bien plus grande et avec les implications graves et multiples.

Diana JOHNSTONE  
30 août 2005

Diana Johnstone vient d'écrire un livre:

**" LA CROISADE DES FOUS  
Yougoslavie, première guerre de la mondialisation"  
avec une préface de Jean Bricmont  
éditeur: Le Temps des Cerises**

disponible à la Librairie Aden  
(rue Bréart, 44 - 1060 Bruxelles) - prix: 18 euros

# Prochaine étape, Téhéran ? Barbarie, menaces, intransigeance, bataille du Bien contre le Mal...

## De quel côté se trouve la Barbarie ?

L'anéantissement d'Hiroshima le 6 août 1945, et la récidive de Nagasaki le 9, a constitué le plus évident, le plus énorme crime de terrorisme jamais réalisé. La population de toute une ville et de villages environnants passée par les flammes, peut-on imaginer les dizaines d'écoles remplies d'enfants, d'hôpitaux, soufflés en un instant, incendiées, avec tous leur patients et infirmiers... Le 11 septembre 2001 ne fait décidément pas le poids.

Ce crime n'est pourtant pas reconnu officiellement comme tel; le plus singulier dans cette horreur c'est la façon dont nous avons assimilé docilement que *la bombe atomique a permis de mettre fin à la guerre, elle a permis d'économiser la vie de 500.000 Boys*. Que ce soit strictement faux d'un point de vue historique, n'est même pas ici l'essentiel : on accepte passivement en répétant cela qu'un massacre de population civile permet effectivement de gagner la guerre, que brûler toute une population civile, faire sauter écoles et des hôpitaux, *ça marche*. En clair : 'le terrorisme, c'est efficace'.

L'Occident, après un aussi magistral exemple, et en faisant abstraction des autres, est assez mal placé pour s'indigner de façon crédible sur le terrorisme, et s'autoproclamer tenir le bon rôle dans le prétendu combat de la Civilisation contre la Barbarie, du Bien contre le Mal, pour plagier Tony Blair. Vu de Sirius, la situation doit être plutôt cocasse.

## De quel côté se trouvent les menaces ?

Il est assez inquiétant que la commémoration d'Hiroshima ait été utilisée par certains pour préparer l'opinion à une autre agression qui se dessine : "*60 ans après Hiroshima, la menace nucléaire n'a pas disparu*" titraient en substance nombre de quotidiens, en allusion directe à l'Irak. La commémoration d'une barbarie utilisée pour en préparer une autre....

L'amnésie des médias est saisissante : la confusion répandue par le discours sur le terrorisme a permis de faire complètement oublier que l'agression contre l'Irak, c'était parce que Saddam constituait une menace, avec ses Armes de Destructures Massives, dont les états-uniens possédaient des *preuves* de l'existence. Après 12 ans de blocus, de bombardements, avec des "inspections" à la veille de l'invasion qui ordonnaient de se laisser survoler par des avions espions US et faisaient détruire les derniers Scuds, avec à ses frontières des centaines de milliers de soldats de l'armée la plus démesurément puissante de l'humanité, l'Irak constituait donc une menace... Maintenant que grâce à G.W. Bush le monde civilisé est complètement débarrassé de cette menace, et que l'Irak se retrouve parfaitement détruit, ses richesses nationales confisquées, personne ne pose la question : qui menaçait qui finalement ? Qu'est-ce qui représente la menace la plus concrète pour l'humanité toute entière ? Où se trouve réellement la concentration la plus démentielle d'Armes de Destruction Massive ? L'amnésie est-elle donc totale ? Les USA se sont publiquement réservé le droit d'utiliser l'arme nucléaire contre des pays 'menaçants', même dépourvu de l'arme nucléaire; le programme de perfectionnement de *mini-nukes* qui rendrait tout abri souterrain inutile, est parfaitement connu de

tous. Mais c'est l'Irak et la Corée du Nord qui représentent aujourd'hui une menace ?? Vu de Sirius, la situation de n'arrange vraiment pas.

Ces questions évidentes sont escamotées dans les médias traditionnels par la grâce d'al-Qaida. Ce truc tombe véritablement à pic. L'Occident doit maintenant aider le peuple irakien comme il l'a si bien fait depuis des décennies, et combattre le terrorisme qui est apparu de façon inexplicable en Irak. Et avoir peur de l'Irak.

Il est peu douteux que si l'Irak avait réellement possédé l'arme atomique, il aurait évité sa destruction et sa recolonisation de fait. L'agression contre l'Irak a été le meilleur signal possible pour la prolifération nucléaire. G.W. Bush a fourni une démonstration éclatante à toutes les nations qu'elles doivent s'armer le plus lourdement possible. Belle leçon pour l'Humanité et la Civilisation

## Des négociations européennes se heurtant à l'intransigeance des Mollah.

Il semble assez raisonnable que des dirigeants d'un pays soucieux de leur peuple, se préoccupent de la disparition prochaine et inéluctable de leur ressource principale, et l'anticipent. Ne pas le faire serait pour le moins irresponsable, juste digne d'un gouvernement corrompu. Mais c'est pourtant ce que les Occidentaux exigent des Iraniens.

Les Européens proposent de vendre à l'Irak l'énergie dont ils ont besoin, en échange de l'abandon de son programme de construction d'une centrale nucléaire. Ce marché est présenté par nos médias comme une négociation raisonnable et généreuse.

Cela laisse rêveur. Compte tenu du passé très récent, quelle nation serait assez démente pour faire dépendre sa survie même du bon vouloir occidental ? Un pays du tiers-monde où l'on peut couper les ressources énergétiques vitales dès qu'il a une politique qui contredirait nos intérêts, voilà ce que nous aimons comme exemple de Démocratie et d'Indépendance !

L'Irak a le droit de posséder sa propre centrale nucléaire. Les garanties données pour que cette centrale ne couvre pas un programme d'armement – inspection perpétuelle par l'AIEA, intervention d'un pays tiers dans la chaîne d'enrichissement de l'uranium – semblent parfaitement raisonnables, voire excessives (exigerait-on cela de tous les pays!).

Et enfin l'«Europe» envoyée en avant tireur pour ces négociations avec l'Irak, serait beaucoup plus crédible dans sa volonté affichée de lutter contre la prolifération nucléaire, si elle commençait elle-même par se débarrasser des bombes nucléaires qui se trouvent sur son territoire. Pour rappel, 480 têtes nucléaires bien réelles, elles, sont disposées en Europe dans plusieurs pays de l'OTAN, dont la Belgique, en violation du TNP. Avant de se laisser emporter dans une campagne contre *la menace iranienne*, et de participer éventuellement à de nouvelles *agressions préventives*, nous devons exiger de nos gouvernements que nos propres pays cessent d'être la base de menaces nucléaires.

Roland MAROUNEK

# Serbie-Monténégro La revanche de l'Empire

Le 18 juillet, Vuk Draskovic, ministre des Affaires étrangères de Serbie-Monténégro, et Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'OTAN, signaient un accord autorisant le transit des troupes de l'Alliance atlantique à travers la Serbie et le Monténégro. Garantissant également l'immunité des troupes face à toute poursuite judiciaire dans ce pays, cet accord sur les « lignes de communication » en rappelle étrangement un autre, rejeté par la partie serbe en février 1999 lors des pourparlers de Rambouillet. Ce refus, provoqué par l'intransigeance des Etats-Unis qui reconnurent avoir volontairement « placé la barre trop haut », fut utilisé comme casus belli par l'OTAN qui entama 78 jours de raids meurtriers et finit par s'emparer du Kosovo, pour en faire un haut lieu du nettoyage ethnique, du crime organisé et de la débâcle économique.

Plus de six ans après Rambouillet, le vent a bel et bien tourné à Belgrade. Bien que la Serbie-Monténégro soit un des derniers pays d'Europe à ne pas être membre de l'antichambre de l'OTAN que constitue la structure du « Partenariat pour la Paix » - sous prétexte de coopération insuffisante avec le Tribunal de La Haye –, l'actuelle classe politique au pouvoir ne cesse d'affirmer son allégeance aux structures « euro-atlantiques ». L'accord, signé après quatre ans de négociations secrètes (donc entamées quelques mois après le renversement de Milosevic), a néanmoins soulevé quelques réserves du principal parti gouvernemental de Serbie, le DSS du Premier ministre Kostunica, non sur son contenu, mais sur la procédure d'adoption : le gouvernement fédéral n'aurait pas

suffisamment consulté son homologue serbe à ce sujet.

A Belgrade, les défenseurs de l'accord arguent qu'il permettrait d'acheminer plus rapidement des renforts au Kosovo en cas de répétition des pogroms de mars 2004 contre la population serbe. Mais il ne serait fait aucune mention du Kosovo dans le document signé. Et les troupes de l'OTAN pourraient tout aussi bien utiliser le territoire serbo-monténégrin pour se déployer ailleurs, par exemple en Bosnie-Herzégovine en cas de soulèvement d'une population serbe vivant dans la misère et supportant de plus en plus mal l'autoritarisme du « Haut représentant » britannique qui gouverne le pays. Rappelons que la Bosnie continue à être occupée par une force militaire occidentale, sous commandement de l'Union européenne (UE) depuis la fin 2004, mais que des unités spéciales de l'OTAN y sont toujours déployées. Le commandement de la force européenne est d'ailleurs situé au sein même du QG atlantique à Evere.

Présenté comme purement « technique » par l'OTAN, l'accord doit encore être ratifié par le parlement serbo-monténégrin, ce qui ne devrait pas empêcher, d'après le ministre de la Défense Davinic, qu'il soit mis en œuvre immédiatement. Ainsi, les troupes de l'OTAN peuvent sillonner les Balkans à leur guise, et consolider les communications terrestres avec la super-base états-unienne de Camp Bondsteel au Kosovo. L'accord qui n'avait pu être arraché sous la menace des bombes l'est maintenant grâce à un chantage plus feutré. La victoire de l'OTAN semblerait complète, si l'on pouvait faire abstraction des résultats catastrophiques de l'interventionnisme occidental dans les Balkans, qui finiront – tôt ou tard – par provoquer un effet de boomerang auprès des populations qui en paient la note.

Georges BERGHEZAN

## Kosovo

Un voyage pour rompre  
cinq ans de silence



Comité de Surveillance OTAN  
Comité pour la Paix en Yougoslavie  
Fleuve Ibar / Union des Roms d'ex-Yougoslavie en Diaspora

## Vient de paraître

Ce document relate le voyage effectué en août 2004 par une douzaine de personnes à la recherche d'informations sur le respect des minorités au Kosovo, territoire géré par l'ONU et occupé par l'OTAN. A l'heure où commence une procédure d'évaluation de la mise en œuvre des « standards » de l'ONU en matière de droits de l'homme et des minorités, prélude à des pourparlers devant déterminer le « statut final » du protectorat (actuellement une province de Serbie), il nous a paru opportun de publier ce rapport sur support papier, en complément des diverses pages de notre site Internet qui sont consacrées à ce voyage.

Vous y trouverez notamment le journal de voyage et la transcription d'interviews de divers responsables, locaux et internationaux. Le tableau qui s'en dégage n'est guère reluisant et pose de nombreuses questions sur les méthodes et les objectifs des interventions « militaro-humanitaires » de l'Occident. Alors que le « modèle Kosovo » – hyper médiatisé, avant d'être plongé dans l'oubli – semble avoir inspiré les conquêtes de l'administration

Bush, nous sommes persuadés que les enseignements de ce rapport intéresseront un public bien plus large que les seuls férus des questions balkaniques.

Le document (43 pages) peut être obtenu en versant 5 euros (frais de port inclus) :  
pour un paiement de Belgique : virement sur le compte 068-2447491-14 de CSOtan.  
pour un paiement de Suisse : Banque Cantonale de Genève - BCG T 3206.78.98. mention « CPY »  
pour un paiement d'autres pays : virement sur le compte 068-2447491-14 de CSOtan, rue de Dublin, 31 - 1050 Bruxelles, Belgique  
à la banque DEXIA - Code IBAN-BE94 0682 4474 9114 - BIC GKCCBEBB  
ou simplement : envoi au CSO, 31 rue de Dublin, 1050 Bruxelles, d'un billet de 5 euros sous enveloppe.

Le rapport est édité par le Comité de Surveillance OTAN (CSO, en collaboration avec le Comité pour la paix en ex-Yougoslavie (CPY, Genève) et l'Union des Roms d'ex-Yougoslavie en Diaspora / Fleuve Ibar (Troyes, France).